



Caritas Africa

Info

Bulletin trimestriel d'information des Caritas d'Afrique



EDITORIAL	3	Photo de couverture
MOT DE L'ÉVÊQUE PRÉSIDENT	4	
NOUVELLES DES ZONES	5	Des bénévoles communautaires de l'OCDI Caritas Aného visitant des sites inondés à la suite des pluies diluviennes de l'année dernière au Togo. (avec l'autorisation de OCIDI Caritas Aného)
Message final du séminaire en ligne CCEE-SCEAM	5	
Message des Évêques de la CENCO pour le retour de la paix dans l'Est de la République Démocratique du Congo	6	
ENGAGEMENTS DE CARITAS D'AFRIQUE		
Professionnalisation et identité de Caritas	10	
♦ Bénin. Caritas se dote d'outils pour ses stratégies d'intervention	10	
♦ Burundi. Caritas organise les états généraux de la santé	11	
♦ Côte d'Ivoire.		
- Tolérance Zéro à l'égard de toutes formes d'abus et d'exploitation	12	
- Assemblée Générale de la Caritas	14	
♦ Sénégal. Diocèse de Tambacounda : formation sur la transformation des produits locaux	16	
Préparation et Réponse aux Urgences	17	
♦ Rwanda. Caritas poursuit sa lutte contre la Covid-19	15	
♦ Sénégal. Diocèse de Tambacounda : une nécessité alimentaire dans l'après Covid-19	18	
♦ Togo. Action du Pape François dans le diocèse de Sokodé	18	
Développement humain et intégral	19	
♦ Bénin. Deux Ministres burundais visitent une école de la Caritas	19	
♦ Burundi. Anglicans et Catholiques au chevet de notre maison commune	20	
♦ Congo Kinshasa. Sauvé de l'esclavage dans une mine d'or, Arsène rêve de devenir médecin	21	
♦ Rwanda. La contribution de Caritas à la mise en œuvre de Laudato Si	22	
NOUVELLES DU SECRETARIAT EXECUTIF REGIONAL	23	
DOSSIER.	24	
Bonne pratique. Bénévoles communautaires et prise en main des réponses aux urgences par la communauté	24	

Caritas Africa Info

Bulletin trimestriel d'information publié par le Secrétariat Exécutif Régional de *Caritas Africa*

735 Bd des Armées, Tokoin Séminaire, Lomé - Togo

Tél. + 228 22 21 29 37 - secraf@caritas-africa.org - www.caritas-africa.org

Directeur de Publication : Mgr Gabriel Justice Yaw ANOKYE, *Archevêque Métropolitain de Kumasi, Evêque Président de Caritas Africa*

Rédacteur en Chef : Albert MASHIKA, *Secrétaire Exécutif Régional de Caritas Africa*

Secrétaire de Rédaction : François Y. AMEDE MEGNAN, *Manager Gestion des Connaissances et Communication, Caritas Africa*

Travail en réseau : enjeu et défis



Point n'est besoin de rappeler que Caritas Africa est un Réseau de 46 Caritas nationales d'Afrique subsaharienne et des îles adjacentes des océans Atlantique et Indien. L'enjeu du travail en réseau en tant que Caritas est de fédérer les efforts des membres afin d'accomplir efficacement la mission que l'Église a confiée à chacun d'entre eux à différents niveaux.

A cet effet, pour y arriver, quelques préalables s'avèrent nécessaires à savoir :

- une vision claire et partagée et à laquelle les membres du Réseau adhèrent ;
 - une mission clairement définie, des valeurs et principes de travail connus et réellement vécus par tous ;
 - des ressources humaines compétentes, motivées, engagées et stables ;
 - la transparence dans la gestion des ressources et la reddition des comptes non seulement aux bailleurs de fonds mais aussi à la hiérarchie de l'Église et aux parties prenantes sur le terrain (*Mt 25:14-30*) ;
 - la capacité de fructifier les ressources dont nous disposons (*Mt 25:20-23*) ;
 - la capacité de se remettre en question pour rebondir sur de nouvelles bases (*Mc 9:28*) ;
 - la capacité de se livrer à une auto-évaluation ou bien de demander à d'autres ce qu'ils pensent de nous (*Mt 16:15*) ;
 - la capacité de lire les signes des temps et de se pré-positionner de manière à ne pas être pris de court par les événements (*Gn 41:1-57*) ;
 - la culture de la gestion axée sur les résultats en termes de changements observables et durables dans les conditions de vie de ceux et celles que nous sommes appelés à servir, accompagner et défendre ;
 - la culture du respect des engagements statutaires (cotisations,) ;
- Etc.

Dans le travail en réseau, chaque maillon compte et devrait s'approprier la vision, les valeurs et les principes de travail et les vivre réellement en vue de réaliser d'une manière qui incarne la plénitude, la mission qui a été confiée à Caritas à différents niveaux. Notre réseau devrait valoriser davantage les connaissances et les savoir-faire produits par les Organisations membres et imaginer de nouvelles démarches en vue de toujours mieux accomplir la mission que l'Église a confiée à Caritas.

Albert MASHIKA
Secrétaire Exécutif Régional
Caritas Africa

MESSAGE DE L'ÉVÊQUE PRÉSIDENT

Les campagnes mondiales de la Confédération Caritas, c'est aussi Notre affaire



Chers frères et sœurs
Bien-aimés de Dieu,
La paix soit avec vous !

À la mi-décembre 2021, la Confédération Caritas, notre confédération, lancera une nouvelle campagne mondiale qui fera suite à « **Partager le chemin** », notre dernière campagne qui s'est achevée le 30 juin 2021 dernier, à l'occasion de la Journée Mondiale des Réfugiés. Dans notre réseau Caritas en Afrique, c'est comme si cette campagne était passée inaperçue, parfois dans l'indifférence totale.

La nouvelle campagne s'appuiera sur les deux encycliques du pape François que sont *Laudato Si* et *Fratelli Tutti* qui nous invitent à la **conversion écologique**, à l'**écologie intégrale** en vue du **Développement Humain intégral** et à la **Fraternité**.

Ces expressions, nous les avons entendues à maintes reprises. Mais que signifient-elles pour nous concrètement ? Comment les traduisons-nous personnellement dans notre vie quotidienne ? Il est vrai que certaines Caritas d'Afrique essaient à leur manière et à travers leurs activités de mettre en œuvre les recommandations du Pape et il faut les féliciter. Mais qu'en est-il de nous en tant qu'individu ?

Cela m'amène à nous interroger également sur ce que nous faisons de ces documents, ces réflexions que le Saint Père comme ses prédécesseurs met gratuitement à notre disposition pour nous guider sur le chemin de la **vraie vie**. Lisons-nous les encycliques et les documents essentiels de notre Église afin de nous approprier leurs contenus ? Si oui, alors Bravo ! Si la réponse est négative comme je le pressens, l'exemple de la Bible est là pour le confirmer, alors il convient de rectifier le tir en faisant l'effort de connaître ces textes. Ils sont le fondement de l'Enseignement Social de notre Église. Ne pas les connaître, c'est un peu comme ne pas connaître l'Église. Il est vrai que parfois le niveau de langage utilisé peut ne pas nous encourager à les lire. Mais il existe des versions en langage plus accessible et donc plus faciles à comprendre.

Seule la foi en Christ nous sauve, me direz-vous. Mais n'oublions pas que la foi sans les œuvres est une foi morte (Jacques 2,14-26). Or, c'est précisément dans l'Enseignement social de l'Église que nous pouvons et devons puiser les sources de nos œuvres. Aussi bonnes soient-elles, si nos œuvres ne tirent pas leur origine de cet enseignement que nous dispense l'Église à travers ses textes essentiels, nous ne pouvons pas porter de beaux et bons fruits, des fruits qui demeurent.

Au moment où le comité de campagne travaille d'arrache-pied pour élaborer les documents de cette nouvelle campagne et à réussir son lancement à la date prévue, je vous invite à regarder dans le rétroviseur pour porter un regard critique et objectif sur notre participation et notre contribution à la dernière campagne. Quelles actions avons-nous menées pour sensibiliser sur la thématique de la migration, sur la figure et la perception du réfugié, ce frère qui a été contraint de quitter sa terre pour sauver sa vie.

La nouvelle campagne est aussi la Nôtre. Être chrétien, ce n'est pas seulement prier tout le temps, c'est aussi s'engager pour créer des conditions de vie saine et décente pour tous. C'est ce que visent précisément les campagnes de notre confédération. Ne restons pas en marge ; prenons toute notre part dans cette campagne, à tous les niveaux (paroissial, diocésain, régional, national) pour qu'adviennent les changements au profit de notre maison commune et de nos frères et sœurs les pauvres et les plus vulnérables. C'est aussi là, dans ce combat pour le bien-être que le Christ nous attend.

+ **Gabriel Justice ANOKYE**
Archevêque Métropolitain de Kumassi (Ghana)
Président de Caritas Africa

MESSAGE FINAL DU SEMINAIRE EN LIGNE CCEE-SCEAM

Solidarité dans la promotion de la dignité humaine à la lumière de Fratelli Tutti

En tant que représentants des Conférences des évêques continentaux de l'Afrique et de l'Europe, à la fin de notre réunion intitulée "**Solidarité dans la promotion de la dignité humaine à la lumière de Fratelli Tutti**", et dans le cadre des séminaires organisés par le CCEE et la SECAM pour promouvoir la collégialité épiscopale et renforcer la communion entre les évêques, nous nous adressons à tous nos frères évêques, prêtres, diacres, hommes et femmes religieux et laïques et fidèles de l'Église de Dieu à travers toute l'Afrique et l'Europe.

L'Encyclique du Pape François, Fratelli Tutti, sur la fraternité humaine et l'amitié sociale, est une invitation aux êtres humains partout dans le monde pour un engagement renouvelé dans la fraternité universelle, l'amitié, la solidarité et la cohabitation pacifique. Déjà dans son deuxième Encyclique, Laudato Si', le Saint-Père a observé que : "*la vie humaine est ancrée dans trois relations fondamentales et étroitement liées : avec Dieu, avec notre voisin et avec la terre elle-même*" (LS no. 66), et donc le besoin urgent de communion et de solidarité universelle (cf. LS nos. 1,89-92). Cela reflète la belle harmonie d'un orchestre perdu. Nous devons toujours garder en nous, et diffuser, la musique de l'Évangile.

En tant qu'évêques et pasteurs, nous réitérons notre communion et notre collégialité et nous engageons à travailler pour promouvoir la dignité humaine, la fraternité et la solidarité, qui sont au cœur de la vie humaine et de la cohabitation pacifique. En tant qu'enfants du seul Père, nous devons être ouverts les uns aux autres et travailler dur pour construire une véritable fraternité non seulement entre nos communautés locales, mais aussi avec des personnes d'horizons culturels différents, d'identités raciales et ethniques, de positions religieuses et politiques, de statut socioéconomique ...

Dans un monde rempli de bonnes valeurs, mais aussi plein de haine, d'hostilité, d'extrémisme, de violence et de bain de sang (cf. FT n° 285), nous invitons tout le monde à accueillir l'appel sincère du Saint-Père au dialogue interreligieux afin de stimuler "l'amitié, la paix et l'harmonie" et de garantir la liberté religieuse, qui est un droit humain fondamental pour tous les croyants. ... Un tel dialogue devrait être motivé par une ouverture sincère à la Vérité transcendante, à Dieu qui est le Père de toute l'humanité, avec un "culte de Dieu et l'amour pour notre prochain" (cf. FT n° 282) comme résultat final ...

En favorisant le dialogue culturel, interreligieux et œcuménique, et conscient que l'Église est mère, nous demandons à chaque église locale d'être "une maison avec

portes ouvertes", pour soutenir l'espoir, construire des ponts, briser des murs et semer des graines de La réconciliation. En imitant Marie, la Mère de Dieu, nous nous engageons à être une Église qui sert, une Église qui sort pour défendre et accompagner la vie. À cette fin, notre mission continuera d'être orientée vers le "progrès de l'humanité et de la fraternité universelle", afin d'aider à construire un monde meilleur, et donc à réveiller l'énergie spirituelle qui peut contribuer au bénéfice de la société (cf. FT n° 276-278).

Nous appelons les dirigeants politiques, les autorités des États et les organes tels que l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU à veiller à l'application pratique des lois et protocoles qui renforcent la solidarité et favorisent la dignité humaine. En particulier, la promotion de la vie, de la famille, de l'éducation et de la liberté de religion ainsi que l'accueil et l'intégration des migrants Aussi, par un accès équitable et universel aux vaccins contre le Covid-19

En tant que pasteurs, nous nous engageons à une culture inclusive et une vision du monde, qui pour nous les chrétiens est celle de Jésus-Christ, où tous les membres se considèrent comme "un" et sont à la maison les uns avec les autres comme la famille de Dieu, et où il n'y a ni grec ni africain ni européen (cf. Gal 3:27-28). La culture salvifique qui vient de Dieu "*transcende toutes les traditions culturelles, parce que toutes les cultures y trouvent leur plénitude de signification*" (Document Kampala, n° 3:27-28). 141).

À la fin de ce séminaire CCEE-SECAM en ligne, nous remercions le Saint-Père pour l'Encyclique Fratelli Tutti, et nous pensons que nos deux organes épiscopaux continentaux continueront d'étudier et de partager leurs expériences pour le bien de nos peuples, et travailleront sans relâche pour apporter la fin des préjugés, intolérance, hostilité et violence partout. Nous appelons à la paix, en particulier dans tous les pays qui connaissent actuellement des conflits en Afrique, en Europe, au Moyen-Orient et dans le monde entier.

Nous confions à la Sainte Vierge Marie, Mère de Dieu et notre Mère, et à Saint Joseph, notre engagement, ainsi que celui de nos prêtres, diacres et tous les fidèles de prier et de promouvoir la paix, la solidarité et la dignité humaine, non seulement dans nos communautés mais aussi dans toute la société.

MESSAGE DES EVEQUES DE LA CENCO POUR LE RETOUR DE LA PAIX DANS L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

« Le sang de ton frère crie vers moi du sol » Gen:4,10



Les Évêques de la RDC en compagnie du Nonce apostolique en RDC, Mgr Ettore BALESTRERO

PREAMBULE

1. Depuis plus de deux décennies, l'Est de notre pays est particulièrement secoué par des conflits armés et une insécurité récurrente y causant morts, désolation et déplacements des populations. Malheureusement, toutes nos interpellations à travers nos différents messages socio-politiques ne trouvent pas encore d'échos conséquents de la part des personnes concernées.

2. Pour manifester notre proximité affective et effective avec nos frères et sœurs meurtris et victimes de cette tragédie, une délégation des Évêques de l'Association des Conférences Épiscopales de l'Afrique Centrale (ACEAC) et de la Conférence Épiscopale Nationale du Congo (CENCO) a effectué une mission pastorale à l'Est du Pays, notamment dans les diocèses de Goma, Butembo-Beni et Bunia, du 14 au 26 janvier 2021, pour les écouter et les reconforter.

3. Au cours de cette mission, les Évêques ont prié avec les populations, et ont échangé avec les représentants de plusieurs couches de la société. Ils ont aussi visité des personnes vulnérables ou en situation de détresse. Ils ont en plus adressé à nos frères et sœurs des messages de paix, d'espérance et d'appel à l'unité.

4. Lors de notre session ordinaire du Comité Permanent

tenu à Kinshasa du 22 au 25 février 2021, nous avons, au regard de l'importance des informations reçues, levé l'option de faire un plaidoyer conséquent auprès du Chef de l'État et de rendre public une communication spéciale sur les constats faits et nos recommandations dans l'espoir d'obtenir une grande mobilisation pour lutter contre les causes profondes de cette insécurité.

I. CONSTATS

5. Il ne s'agit ici que de la situation relative à l'insécurité dans le Nord-Kivu et dans l'Ituri. Une autre mission d'écoute et de reconfort est projetée dans les mois prochains au Sud-Kivu où la situation sécuritaire demeure très préoccupante.

1. Motifs et conséquences d'une guerre asymétrique

6. Les assaillants se servent des points faibles des Forces Armées régulières pour parvenir à leur but politique ou religieux : l'occupation des terres, l'exploitation illégale des ressources naturelles, l'enrichissement sans cause, l'islamisation de la région au mépris de la liberté religieuse etc....

7. Toute cette situation a endeuillé de familles, entraîné des déplacements massifs des populations et causé des pertes importantes des biens en portant un coup dur à l'économie d'une région qui sert à juste titre de grenier

du pays. Les victimes se comptent par milliers : plus de 6.000 morts à Beni depuis 2013 et plus de 2.000 à Bunia pour la seule année 2020. On compte également au moins 3 millions de déplacés et environ 7.500 personnes kidnappées.

8. A cela s'ajoutent l'incendie de plusieurs maisons et villages, la destruction et la fermeture des écoles et centres de santé, la mise à sac des bâtiments administratifs, le pillage des bêtes, champs et cultures, etc. Les auteurs sont souvent des groupes armés et des miliciens dont certains véhiculent une idéologie proche du « satanisme »

Quoique toute la région soit en proie à l'insécurité et aux massacres, la situation varie parfois d'une zone à une autre.

2. Situation à Beni-Butembo

9. Les tueries dans la région de Beni-Butembo remontent à 2013. Ces derniers jours, notamment à partir du dernier trimestre de 2020, c'est le Secteur de Ruwenzori qui est le plus attaqué. **Entre le mois de janvier où la mission conjointe ACEAC/CENCO a eu lieu et le présent message, la situation sur terrain semble s'empirer dans cette partie du pays. On compte déjà une bonne centaine des personnes tuées dont les enfants.**

10. *Conflit communautaire* : Plusieurs personnes soutiennent que la nature du conflit dans cette zone n'est ni intra ni intercommunautaire mais plutôt une stratégie d'occupation de terre ou de balkanisation du pays. Cependant, d'autres pensent qu'il y a, dans une certaine mesure, des aspects d'un conflit intercommunautaire suite à l'arrivée brusque et massive des populations qui s'expriment en kinyarwanda appelées banyabwicha et des populations en provenance de l'Ouganda qui ne parlent aucune langue locale.

11. *Conflit religieux* : Les interlocuteurs des Évêques ont fait aussi allusion au caractère religieux du conflit, notamment à l'islamisation de la région dans une sorte de stratégie plus profonde d'influence négative sur la politique générale du pays à long terme. Les évadés parmi les capturés des ADF affirment avoir été contraints à adhérer à l'Islam.

12. *Opérations militaires* : Du point de vue des autorités militaires, la première phase des opérations, dite phase de coercition est terminée. L'ennemi est essoufflé. Il reste donc les phases de la stabilisation et de la normalisation.

3. Mission à Bunia

13. La situation à Bunia et dans le reste de la Province de l'Ituri est beaucoup plus complexe, marquée par des

crises récurrentes et multiformes dont la population est la principale victime. Les autorités publiques sont dépassées par les événements. **Parmi les responsables politiques, certains ont tendance à couvrir les auteurs des troubles par option ou par pression d'un leadership communautaire. D'autres sont instrumentalisés ou assistent impuissants à l'émiettement de leur pouvoir à la base.**

14. **Sur certains axes routiers, les taxes sont perçues par les groupes armés au vu et au su des autorités établies, et cela se passe à une cinquantaine de mètres des FARDC qui en font autant. Et, ceux-ci paient eux aussi à ceux-là quand ils doivent aller déambuler de l'autre côté de la barrière, et vice-versa.**

15. Les groupes armés dont quelques-uns sont aussi présents à Beni-Butembo sont principalement formés de miliciens. On parle de plus d'une centaine. Les principaux groupes sont :

ADF/Nalu ; les FDLR ; UPLC (Union des patriotes pour la libération du Congo) ; les MAYI-MAYI ; les MTN djihadistes associés aux mayi-mayi) ; l'ex CNDP ou M23; la CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo) ; la FPIC (Force Patriotique Intégrationniste du Congo) dit aussi Chiniya Kilima ; l'ALC (Armée de Libération du Congo) ; le FPAC/Zaïre (Front Populaire d'Auto-défense) ; la FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri), etc...

4. Les Forces armées de la RDC

16. Les éléments de l'armée sont présents mais l'impact de leur présence est mitigé. D'aucuns leur reconnaissent de gros efforts effectués pour endiguer les massacres et les pillages. **Certains officiers sont accusés de torpiller les avancées des hommes de rangs et des officiers subalternes.** D'autre part, la multiplicité des centres de commandements FARDC et leurs faibles interventions contre les milices renforcent le pillage et l'économie criminelle.

17. De l'avis de plusieurs observateurs, et de façon générale, il se dégage que les Forces Armées de la République se caractérisent dans cette zone par :

- une sédentarisation de certains officiers qui sont restés longtemps dans la région et s'opposent à être déployés ailleurs ;
- la modicité et le détournement de la solde des militaires de rang et de leur ration, d'où l'amenuisement de leur motivation ;
- une mauvaise gestion des effectifs, tantôt insuffisants, tantôt fictifs : ceux qui tombent au front ne sont ni recensés ni déclarés ;
- une grande infiltration des éléments étrangers à la

faveur des opérations de brassage et de mixage ; cf. cas du Procès de Bosco Ntaganda.

- la présence des anciens rebelles du RCD, du CNDP et du M23 dans les rangs des militaires engagés dans les opérations à l'Est et soupçonnés de complicité avec l'ennemi.
- l'affairisme de certains officiers, plus soucieux du business que de la conduite des opérations militaires.
- une forte porosité des frontières qui facilite des entrées nocturnes d'hommes armés provenant des pays voisins.

5. L'absence de l'autorité de l'État

18. **La population a le sentiment d'être abandonnée.** Les promesses du Gouvernement central quant au rétablissement rapide de la paix sont nombreuses, mais plusieurs sont souvent restées sans effets. Entre-temps, l'image négative du politique emballe l'inconscient collectif des populations.

19. Plusieurs auteurs des crimes jouissent de la couverture de certains acteurs politiques qui continuent à attiser les conflits pour en tirer profit ; ils seraient même instrumentalisés par des forces extérieures aux fins de pillage des ressources naturelles à la faveur de la persistance de la crise. D'autres acteurs politiques assistent impuissants à l'émiettement de leur pouvoir à la base.

20. De toute évidence, la chaîne traditionnelle de renseignement et de commandement paraît défailante ; et plusieurs chaînons font partie du problème, voire du blocage. Certains responsables politiques et militaires obstruent la prise idoine de décisions ou en compromettent l'exécution. **Dans le même ordre, la faiblesse des institutions judiciaires et l'impunité font que les anciens prisonniers retournent dans le cycle de la violence, faute de réinsertion dans une communauté civilisée.**

6. La MONUSCO et la communauté internationale

21. La MONUSCO est accusée de passivité et même de complicité par la population. Sa présence suscite de plus en plus de suspicion et de scepticisme parce qu'elle n'a pas réussi à stopper les massacres, même quand cela se passe à quelques mètres de positions des forces onusiennes.

22. Du côté de la MONUSCO, les choses sont vues de façon positive car il y a espoir d'aller de l'avant. La Mission a mis en place trois forces d'intervention rapides qui sont mobiles. Elle mise sur la réouverture de ses bases qui étaient fermées. Des couloirs seront dégagés dans le Ruwenzori, à Mutwanga et à Eringeti.

II. RECOMMANDATIONS

23. Des constats faits, il ressort clairement que l'insécurité dans cette partie du pays est une réalité très complexe et pour la vaincre il faudrait une conjugaison d'efforts à plusieurs niveaux. C'est pourquoi nous recommandons :

♦ *La refondation structurelle (Présidence de la République et Gouvernement central)*

24. Nous préconisons une refondation de la vision, des approches et des structures à divers niveaux : politique, militaire, police, services des renseignements, humanitaire, partenaires du Congo.

♦ *L'épuration de la solde des militaires (Présidence de la République et Gouvernement)*

25. Que diligence soit faite pour régulariser la paie de la solde des militaires surtout celle des soldats de rangs, et vérifier la meilleure utilisation des ressources allouées aux unités engagées dans les opérations, la maîtrise des effectifs et la bonne tenue de la logistique sur le théâtre des opérations. **Détourner la solde et la ration des militaires au front est un acte criminel.**

♦ *La permutation effective des officiers affectés à l'Est (Ministère de la Défense et État-Major)*

26. Il s'avère urgent et nécessaire de déplacer tous les officiers militaires ayant évolué dans les différentes rébellions ou groupes armés à l'Est du pays, et mettre à l'écart de la chaîne du commandement et de la logistique ceux qui seraient réputés agents-relais des armées étrangères.

♦ *Le renforcement des effectifs et des supports logistiques (Gouvernement et État-Major)*

27. Nous demandons de renforcer les effectifs des régiments et les doter des moyens logistiques adéquats dont les drones de reconnaissance et d'attaques en vue de réduire les pertes en vies humaines et en matériels.

♦ *L'opération militaire du genre « ARTEMIS » (Présidence – Gouvernement – Parlement)*

28. Que plaidoyer soit fait pour une opération militaire de grande envergure à l'instar de la mission « ARTEMIS » qui fut menée, du 6 juin au 6 septembre 2003 en Ituri, par l'Union Européenne au titre de la Politique européenne de sécurité et de défense, sous l'autorité du Conseil de Sécurité de l'ONU, selon sa résolution 1484 du 30 mai 2003.

♦ *Le désarmement, démobilisation et réinsertion sociale (Présidence-Gouvernement)*

29. Nous en appelons à l'achèvement du processus de

désarmement et de démobilisation, et à la prise en charge des démobilisés cantonnés depuis 2020. Plusieurs d'entre eux sont en train de rejoindre les groupes armés ou grossir les rangs des bandits et des gangsters.

♦ **L'observatoire pour la paix et relèvement socio-économique (Gouvernement-MONUSCO)**

30. Nous conseillons la mise en place d'un cadre permanent de concertation pour la cohésion et la paix à l'Est, piloté par un observatoire scientifique multidisciplinaire, et l'implication des leaders locaux dans la sensibilisation à la cohabitation pacifique pour la consolidation du dialogue intra et inter communautaire.

♦ **Le Baraza la amani –Espace de dialogue pour la paix (Gouvernement-MONUSCO-Églises)**

31. Nous demandons de développer dans les zones de conflit des espaces de dialogue basés sur la communication de proximité et la promotion des valeurs de citoyenneté.

♦ **Le partenariat bilatéral et multilatéral**

32. Nous recommandons aux partenaires internationaux et pays amis de la R.D. Congo de communiquer davantage sur leur vision de la paix dans ce pays, et de s'impliquer pour le renforcement des mécanismes de certification des produits agricoles et miniers qui circulent dans la région.

♦ **La conversion**

La guerre est la mère de toutes les misères, elle affecte toutes les sphères de la société et compromet l'avenir de nos enfants. A ceux qui ont pris les armes nous disons : « **Arrêtez de tuer vos frères (cf. Gn 8-9). Celui qui hait son frère est dans les ténèbres (1Jn2, 10-11).** Nous invitons ceux qui sont entraînés dans le spectre de la division à savoir que **c'est par amour et l'unité que l'on peut vaincre le mal et briser le spectre de la violence.**

Aussi recommandons-nous, pendant ce temps de Pâques, la proximité de toute la communauté nationale avec nos frères et sœurs de l'Est, en réservant un temps de prière pour la paix à l'Est du Pays.

CONCLUSION

33. La situation de l'insécurité à l'Est est un véritable drame qui affecte tout le pays. En effet, on ne peut pas espérer le développement de ce pays tant que l'Est restera sous contrôle des prédateurs. Nous sommes invités tous à assumer nos responsabilités et à resserrer davantage nos liens de solidarité et de fraternité (I Co 12, 26).

34. La CENCO demeure engagée à accompagner le processus de la construction de la paix et de la cohésion sociale. En vertu de notre mission pastorale, **nous travaillerons, au niveau interne et externe, à consolider la fraternité entre peuples et communautés** afin que des ennemis se tendent la main et que des adversaires acceptent de faire ensemble une partie du chemin (Cf. Is 11, 6-9).

Une fois de plus, nous exprimons notre compassion et nos condoléances les plus chrétiennes aux familles éprouvées, victimes des violences et des pillages.

Que la Sainte Vierge Marie, Notre Dame de la Paix, nous obtienne la grâce d'une paix durable en RD Congo et dans la sous-région des Grands Lacs.

Fait à Kinshasa, le 08 avril 2021.

(Sé CARDINAL, ARCHEVEQUES ET EVEQUES MEMBRES DU COMITÉ PERMANENT DE LA CENCO)



Bénin

Caritas se dote d'outils pour ses stratégies d'intervention

Caritas Bénin, en tant qu'organisation d'utilité publique s'emploie depuis 2014 à l'élaboration de ses documents de politiques. Ces documents sont des outils qui guident ses stratégies d'intervention en vue d'une meilleure définition des priorités dans la mise en œuvre de ses projets et programmes. Ils visent également la responsabilisation et la coordination des actions des acteurs du réseau Caritas Bénin autour des objectifs stratégiques partagés dans le respect des prérogatives de chacun.



Les participants avec Mgr Martin Adjou MOUMOUNI, Évêque du diocèse de N'Dali

Les 03 et 04 juin 2021, à la salle de conférence de l'Évêché de N'Dali, le réseau Caritas Bénin a procédé à l'élaboration et à la validation de ses documents de Politique Humanitaire, d'Éthique environnementale et de Gestion de partenariat.

Grâce à l'appui technique et financier de Caritas Africa à travers le programme APPROCHE, cet atelier a réuni les délégués des 10 Directions diocésaines, les acteurs de la Direction nationale de Caritas Bénin, le Catholic Relief Service (CRS) Bénin ainsi que les membres du Conseil d'Administration de Caritas Bénin.

Il a été marqué essentiellement par les exposés des trois (03) politiques, les échanges, les travaux de groupes pour amendement et les plénières (amendement, adoption et validation).

Mgr Martin Adjou MOUMOUNI, Évêque du diocèse de N'Dali, a rendu visite aux délégués et les a exhortés à produire des documents utiles et exploitables pour le bien-être des personnes pauvres et vulnérables du Bénin.

Le Père Philippe SANHOUEKOUA, Directeur National de Caritas Bénin, dans sa conclusion, a remercié les participants pour leur investissement

personnel et leur contribution active à la réussite des travaux. Il a également salué la présence du CRS Bénin à travers sa représentante Madame Prisque M. DOSSOU-YOVO.

Le Père Vianney, Directeur de la Caritas diocésaine de N'Dali, a clôturé l'atelier en remerciant à son tour les délégués qui, deux jours durant, ont œuvré à l'élaboration et à la validation des différents documents.

*Vénérande NKOUE
Chargée de Communication
Caritas Bénin*

Caritas Burundi a organisé du 26 au 27 avril les états généraux de la santé à l'intention des centres de santé et des hôpitaux catholiques qui contribuent à l'amélioration de la santé de la population burundaise. Cette rencontre a réuni les représentants du Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, les représentants des différentes congrégations religieuses de l'Église catholique et les représentants des Caritas diocésaines qui encadrent les structures de soins dans les provinces.

Cette rencontre de haut niveau a été parrainée par Mgr Georges BIZIMANA, Évêque du diocèse de Ngozi, Président de Caritas Burundi, qui avait à ses côtés l'Archevêque du diocèse de Gitega Mgr Simon NTAMWANA.

« Caritas a voulu organiser cet atelier afin de nous offrir l'occasion de contribuer à établir une vision concertée de ce que nous sommes en train de vivre, en vue d'un engagement beaucoup plus rationnel et plus efficace en faveur de toute l'humanité en général, et particulièrement en faveur de la portion du Peuple de Dieu qui vit dans la souffrance et qui a besoin d'être soulagée. Les malades sont parmi les pauvres qui nous interpellent tous. »

C'est en ces termes que Mgr BIZIMANA a ouvert cet atelier. Il a également rappelé la mission de Caritas Burundi en faveur des pauvres, plus particulièrement les malades. Il a indiqué que la bonne santé de la population doit faire partie des préoccupations de l'Église en général et de Caritas en particulier. Dans la mesure du possible, l'Église est appelée à «viser un service de soins de santé de haute qualité, fiable et peu coûteux, qui donne d'excellents résultats. Tel est l'idéal que nous cherchons à atteindre. Mais alors, où en sommes-nous aujourd'hui ? Que faire pour marquer un pas en avant ?» a-t-il conclu.



Une vue des participants aux états généraux des structures de santé de l'Église catholique au Burundi

Dans son introduction, le Secrétaire Général de Caritas Burundi a rappelé le chemin parcouru par son organisation depuis les derniers états généraux qui datent de 2017. Les recommandations de cette précédente rencontre ont permis aux membres du réseau Caritas de se positionner face aux défis de la santé.

Quant aux représentants des Caritas diocésaines, ils ont relevé les grands défis rencontrés par les structures sanitaires de l'Église catholique. Il s'agit entre autres de la gestion du personnel avec une masse salariale qui devient

de plus en plus importante alors que le paiement des frais liés à la rémunération des performances par le gouvernement, les frais payés par la mutuelle de la Fonction Publique ainsi que les frais de la Carte d'assurance accusent de grands retards.

Le Docteur NDINDURWAHA Thadée, en charge de la Cellule Technique Nationale PBF a montré, à travers sa présentation intitulée « Modification du Manuel des Procédures PBF seconde génération révisée et ses outils de mise en œuvre », que les structures sanitaires des confessions religieuses doivent mieux se positionner pour être plus compétitives.

A cet effet, la vulgarisation de la Convention entre l'Église et l'État de Burundi s'avère importante pour éviter une collusion entre les responsables des districts sanitaires et les responsables des structures au niveau provincial.

L'Église Catholique, à travers Caritas Burundi, est la première institution privée qui contribue à l'amélioration de la santé de

la population. Plus de 110 formations sanitaires agréées et gérées par les congrégations religieuses sont disséminées dans le pays

Jean NEPO BIRONKWA



Côte d'Ivoire

Tolérance Zéro à l'égard de toute forme d'abus et d'exploitation

Caritas Côte d'Ivoire et ses partenaires Agence Française de Développement (AFD), Secours Catholique Caritas France, Caritas Espagne et Caritas Africa, à travers le Programme APPROCHE, ont décidé de renforcer les capacités des agents des 15 Caritas diocésaines de Côte d'Ivoire et de la Direction Nationale pour une meilleure protection des enfants et adultes vulnérables contre toute forme d'abus et d'exploitation. C'était du 11 au 14 mai dernier à Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire.



Une vue des participants à la formation sur la Sauvegarde organisé par Caritas Côte d'Ivoire

Cet atelier a enregistré la participation de Mme Mathilde EZIH, Accompagnatrice du Programme APPROCHE de Caritas Africa pour la Côte d'Ivoire. Pour elle, si la Sauvegarde est devenue au cours de l'année 2020, la 5^{ème} Norme de Gestion de Caritas Internationalis (NGCI) qui en avait auparavant 4, cela

montre qu'elle a désormais une place de choix au sein des Caritas. « La Sauvegarde est transversale dans toutes les activités que mènent les Caritas. Lorsque les acteurs connaissent les règles qui régissent l'accompagnement des personnes vulnérables, ils ne leur causent ni tort ni préjudice » a-t-elle expliqué.

Durant 3 jours, dans une démarche participative, les agents des Caritas ivoiriennes ont appris à évaluer les types de préjudices et la vulnérabilité des personnes. Ils ont été également instruits sur le mécanisme de feedback et de plaintes ainsi que sur les implications du harcèlement, de la persécution, en milieu professionnel. Par cette démarche, Caritas Côte d'Ivoire veut mieux faire connaître les fondements de la Sauvegarde tout en faisant la promotion des normes de conduite, les politiques et les procédures susceptibles de créer un environnement protecteur pour les enfants et les personnes vulnérables : « Caritas dans sa mission est amenée à rendre des services aux personnes vulnérables. La Sauvegarde demande que dans le cadre de ce service, ces personnes ne subissent pas des préjudices et des abus. Elle demande à Caritas de s'assurer qu'aucun agent ne commette de préjudice au sein de la structure. Car l'acteur de Caritas qui essaie d'apporter de l'aide à des personnes vulnérables se retrouve dans une position de force. Il a le pouvoir de leur donner par exemple des vivres et non vivres. Ces personnes vulnérables n'ont pas la possibilité de dire non face à certaines avances qui peuvent arriver », a fait savoir M. Say Daniel Responsable Suivi-Évaluation de Caritas Côte d'Ivoire et Point Focal Sauvegarde et Normes de Gestion de Caritas Internationalis, co-facilitateur de l'atelier. Il a en outre indiqué que si la Sauvegarde est vulgarisée, elle peut permettre au personnel et aux collaborateurs de Caritas de préserver la dignité de tous ceux avec qui ils

entrent en contact en faisant preuve, à tout moment, d'un comportement personnel et professionnel irréprochable.

Le père Jean Pierre TIEMELE, Secrétaire Exécutif National de Caritas Côte d'Ivoire, a invité pour sa part, tous les participants à mettre en pratique les principes de base de la Sauvegarde afin de prévenir toute forme d'abus des enfants et des adultes vulnérables dans l'accomplissement de leur mission : « Nous tendons progressivement vers un processus solide et vérifiable de l'intégration de la Sauvegarde et de la protection à tous les niveaux du réseau Caritas Côte d'Ivoire. Et cela, s'inscrit pleinement dans notre mission de protéger et de promouvoir la dignité de chaque personne » a-t-il dit. Il a également affirmé que si des cas d'abus se produisaient, ils devraient être traités de manière rigoureuse, professionnelle et sans complaisance. « Mais, tout doit se faire dans le respect des règles de confidentialité sans mettre en péril la réputation d'autrui ».

Pour terminer, le Secrétaire Exécutif National de Caritas Côte d'Ivoire a partagé son vœu qu'aucun abus ne soit commis par des agents des Caritas ivoiriennes.

Rose Kouadio
Chargée de Communication
Caritas Côte d'Ivoire



Les deux facilitateurs de la formation sur la Sauvegarde organisée à Yamoussoukro par Caritas Côte d'Ivoire.

M. Daniel SAY (Caritas Côte d'Ivoire) et Mme Mathilde EZIH (Caritas Africa)

Caritas Côte d'Ivoire a tenu les 29 et 30 juin 2021, son Assemblée Générale ordinaire. C'est le Centre Jean Paul I de Kodjoboué dans le diocèse de Grand-Bassam qui a accueilli les acteurs de la charité des 15 diocèses du pays et les membres du Conseil d'Administration venus «jeter ensemble un regard d'appréciation sur les activités programmées lors de la dernière Assemblée Générale qui a eu lieu à Man en 2018, afin de voir ce qui a été réalisé, ce qui ne l'a pas été, les raisons ou les difficultés, non sans passer au peigne fin le fonctionnement des Caritas au plan national et diocésain», a dit Mgr Bruno YEDO, Évêque du diocèse de Bondoukou et Président de Caritas Côte d'Ivoire, présent à cette AGO

Faisant le bilan des trois années, le Prélat s'est réjoui des résultats obtenus par la Caritas, notamment l'approbation de la Politique de Sauvegarde des Enfants et Adultes Vulnérables. L'Évêque de Bondoukou s'est félicité du fait que la Caritas bénéficie désormais d'un instrument d'évaluation externe conforme aux Normes de Gestion de Caritas Internationalis (NGCI).

En dépit des progrès réalisés, Caritas Côte d'Ivoire doit faire face à d'autres défis tels que la Redevabilité, la Gestion des ressources humaines, des connaissances et des risques organisationnels, la Mobilisation de fonds ainsi que la Communication. Pour l'Évêque, «le développement d'un plan de communication" est un défi important à relever en vue de "permettre à la Caritas de



mobiliser toutes les forces de l'organisation autour de sa vision et de ses objectifs. Cela peut assurer à la Caritas la diffusion des informations authentiques et crédibles. Cela peut également permettre d'améliorer la conception d'une Caritas seulement portée sur une logistique distributive d'habits, de riz, etc."

L'autonomie financière de Caritas Côte d'Ivoire pour répondre efficacement aux besoins des plus démunis et « des blessés de la vie », pour paraphraser Mgr Bruno, est également l'une de ses préoccupations ainsi que celle des Évêques ivoiriens qui ont d'ailleurs créé un Fonds de Réserves en 2020 : «*La mobilisation des ressources, reste encore tributaire des ressources extérieures et cela n'aide pas dans*

le sens de l'autonomisation de l'institution. Ce Fonds, pour nous chrétiens, est une nécessité vitale pour notre foi et pour la mission que le Seigneur nous a confiées», a ajouté le Président de Caritas Côte d'Ivoire dans son message à l'ouverture des travaux.

Les grandes résolutions de l'AGO 2021

De grandes résolutions ont été prises pour la bonne marche de la structure tant au niveau national que diocésain.

De nouveaux délégués provinciaux, des Secrétaires Exécutifs Diocésains, ont fait leur entrée au Conseil

d'Administration de la Caritas. Il s'agit des Pères TAIWO Blaise (Diocèse d'Agboville) pour la Province ecclésiastique d'Abidjan, BROU Marcel (Diocèse de Yamoussoukro) pour la Province ecclésiastique de Bouaké, TIEMOKO Pierre (Diocèse de Man) pour la Province ecclésiastique de Gagnoa et TRAORE Dominique (Diocèse de Katiola) pour la Province ecclésiastique de Korhogo.

M. KONGO Silvère, Spécialiste en Élaboration et Gestion de Projets, et Mme KOUADIO Adelaïde, Sous-Directrice des Impôts, ont fait leur entrée dans le Conseil d'Administration en tant que personnes ressources.

Les textes régissant le fonctionnement de Caritas Côte d'Ivoire ont également été passés au peigne fin pour plus de dynamisme et de professionnalisme au sein de tout le réseau Caritas en Côte d'Ivoire.

Des recommandations ont été faites dans ce sens à la Direction Nationale et aux délégués provinciaux. Il leur a été demandé spécifiquement de «Travailler effectivement sur les documents de travail (bilans, rapports de revue de Compte, etc. de leurs Caritas), de s'approprier les textes

statutaires et règlementaires de Caritas Côte d'Ivoire en vue d'apporter leur contribution dans les délais prescrits et d'organiser une réflexion dans chaque diocèse ou province ecclésiastique sur les projets d'amendements.

Cette Assemblée Générale Ordinaire a été rehaussée par la présence de Mgr Raymond AHOUA Évêque du diocèse de Grand-Bassam, Vice-président de la Commission Épiscopale pour le Développement Humain Intégral et Environnement, celle du Secrétaire Exécutif National de Caritas Côte d'Ivoire, le Révérend Père Jean Pierre TIEMELE, des autorités coutumières et municipales de la ville de Bonoua.

En 2024, c'est le diocèse de Korhogo qui abritera la prochaine Assemblée Générale Ordinaire du réseau Caritas Côte d'Ivoire.

*Rose Kouadio
Chargée de Communication
Caritas Côte d'Ivoire*



Quelques images de l'Assemblée Générale



Le projet COMPASS/SN (Conjoint Multi-Actor Programme for Advancement of Structural Solution to food and nutritional insecurity in Senegal) financé par la Coopération Autrichienne pour le Développement et Caritas Autriche a organisé du 25 mai au 28 mai 2021 puis du 31 mai au 03 juin 2021 deux sessions de formation sur la transformation des produits locaux.

L'objectif général de cette formation était de renforcer les capacités des femmes sur des techniques de transformation et de conservation des céréales locales (mil, maïs, sorgho), et des fruits et légumes (gombo, patate, aubergine, tomate, fruit de baobab, etc...).

Quarante-huit participantes (48), représentant vingt-quatre (24) groupements de femmes des Communes de Makacoulbantang et Ndogo Babacar ont pris part à ces sessions.

De façon spécifique, elles devaient :

- acquérir des connaissances théoriques et pratiques sur les procédés de fabrication, de conditionnement et de conservation des produits à base de céréales, fruits et légumes ;
- s'initier aux normes et exigences de qualité en matière de transformation des aliments ;
- se familiariser avec les emballages et différents contenants utilisés.

C'est dans une ambiance festive ponctuée de chants et de danses

traditionnelles que s'est achevée la formation.

Les femmes ont été heureuses et satisfaites de retourner dans leurs villages respectifs et de pouvoir transmettre ces nouvelles techniques acquises à leurs pairs. Elles ont vivement remercié Caritas Tambacounda tout en reconnaissant que « *la balle était désormais dans leur camp !* »

*Marie Madeleine B. MANSALY
Responsable Communication
Caritas Diocésaine de Tambacounda*



Quelques participantes à la formation sur la transformation des produits locaux devant des produits emballés et conditionnés

Afin de maintenir la lutte contre la Covid-19 qui resurgit de plus belle lorsque la population baisse la garde, Caritas Rwanda, avec l'aide de Caritas Internationalis, continue de sensibiliser à la prévention en fournissant à 109 centres de santé de l'Église catholique du matériel de prévention contre cette pandémie.



Les responsables des centres de santé avec les dons reçus

Le matériel offert en avril et mai 2021 comprend des morceaux de savon, des dispositifs de lavage des mains, des routeurs pour l'internet, et des vivres pour les familles les plus vulnérables qui sont particulièrement touchées par la Covid-19.

Sœur Faina UTAMURIZA, Directrice du centre de santé de Mugombwa dans le district de Gisagara, a déclaré "Nous sommes reconnaissants à Caritas Rwanda d'avoir pensé à nous et d'avoir offert ces biens essentiels aujourd'hui. De nombreuses personnes viennent nous voir et il est nécessaire qu'elles se lavent les mains avant de se rendre dans le service indiqué."

Le centre de Mugombwa avait déjà un dispositif de lavage des mains à l'entrée mais cela n'était pas suffisant. Le matériel reçu permettra d'améliorer l'hygiène et le respect des mesures barrières.

Félix BARAHIRA, le trésorier du

centre de Matyazo dans le district de Huye, a déclaré que ce don sera d'une grande aide puisque les patients pourront aller d'un service à l'autre tout en se lavant les mains à partir des dispositifs installés.

"Par exemple, nous pouvons installer ce dispositif devant notre maternité, ce qui permettra à ceux qui y viennent de se laver les mains avant d'entrer, même s'ils les avaient déjà lavées en entrant dans le centre de santé".

Le centre de santé de Matyazo a reçu environ 50 patients de la Covid-19 depuis l'apparition de la pandémie. Ceux-ci ont été traités et sont maintenant rétablis.

Sœur Marie Leonille MWITIREHE, Directrice du centre de santé Cyanika dans le diocèse de Gikongoro, a déclaré qu'ils sont souvent confrontés à la mentalité de la population qui n'accorde pas d'importance à l'hygiène

et à la prévention de la Covid-19 en particulier. Cependant, avec le concours du département de la santé de la Caritas diocésaine, la population a été sensibilisée et des suivis réguliers sont effectués.

Les Directeurs des Caritas diocésaines ont remercié Caritas Rwanda pour sa proximité et son soutien dans leur mission commune de prendre soin des personnes vulnérables et sa contribution à leur développement.

La population rwandaise est invitée à plus de prudence et au respect scrupuleux des mesures barrières car les cas sont en nette augmentation depuis le début du mois de juin. De 200 cas, le pays est passé à 900 cas et ce chiffre augmente jour après jour.

*Clarisse UMUHIRE
Chargée Communication
Caritas Rwanda*

Du 06 au 07 mai 2021, le projet « Appui à la résilience des systèmes alimentaires dans dix (10) départements vulnérables du Sénégal pour un relèvement social et économique post-covid-19 » (NIAMDE) a organisé une grande tournée de distribution en matériels et ustensiles de cuisine.

Cette opération a concerné dix (10) écoles soutenues par le projet dans le département de Tambacounda dont cinq (5) dans la Commune de Missirah, trois (3) dans la Commune de Koussanar et deux (2) dans la Commune de Sinthiou Malème. NIAMDE (qui signifie manger en pular) vise à améliorer la sécurité alimentaire et les conditions d'apprentissage de sept mille trente (7 030) enfants fragilisés par la Covid-19 au travers, d'une part, un soutien à cinquante-sept (57) cantines scolaires qui s'approvisionnent en circuits courts et, d'autre part, à soutenir la relance économique des opérateurs des

territoires des départements de Rufisque, Linguère, Ranérou, Kolda, Vélingara, Bakel, Tambacounda, Ziguinchor, Oussouye, Bignona.



Les récipiendaires et leur lot de matériels

Ce que nous recevons comme témoignage aujourd'hui venant des Directeurs des écoles bénéficiaires, est une plus grande assiduité des élèves et une amélioration des résultats scolaires depuis le début des activités dans les cantines en mars 2021.

*Marie Madeleine B. MANSALY
Responsable Communication
Caritas Tambacounda*



Dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, l'OCDI Caritas Sokodé, par le biais de son partenaire italien GSI Italia, a présenté au Dicastère pour le Développement Humain Intégral un projet de protection de la population en situation de vulnérabilité. Ce projet intitulé « Projet d'appui à la familiarisation aux gestes barrières contre la Covid-19 au quotidien dans les institutions du Diocèse de Sokodé » a été financé à hauteur de 25 100 €, la participation locale s'élevait à 5 000 €.

Le projet, exécuté de février 2021 à juin 2021, a permis de sensibiliser et de doter les institutions de l'Église catholique du Diocèse de Sokodé de matériels et équipements en vue de limiter la propagation de la Covid-19 au sein des populations du diocèse en facilitant le respect des mesures barrières de lutte contre le corona virus.

Les institutions du Diocèse de Sokodé ont reçu le matériel suivant :

- 100 dispositifs de lavage de mains,
- 10 000 cache-nez,
- 515 chaises,
- 208 tables bancs pour les écoles,
- 500 litres de gel hydro alcoolique,
- 1 250 litres d'eau de javel destinés aux centres de santé.

Par ailleurs, 69 spots radiophoniques en trois langues (Français, Tem et Kabyè) et 5 séances de sensibilisation de relais sur la Covid-19, notamment sur les mesures barrières, ont été réalisés pour une meilleure utilisation du matériel distribué.

La réalisation de toutes ces activités a fait objet d'un suivi qui a permis de se rendre compte que le personnel et les



visiteurs des institutions du Diocèse de Sokodé intègrent les gestes barrières dans leur vie au quotidien. MERCI au Pape François pour cette attention particulière aux populations en situation de vulnérabilité.

*P. Jean Piontek
Chargé Communication
OCDI Caritas Togo*



Bénin

Deux Ministres burundais visitent une école de la Caritas

La Première Dame du Burundi, Madame Angeline NDAYICHIMIYE s'est imprégné de l'organisation, du financement et du fonctionnement du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré du Bénin. Deux Ministre de la délégation qui l'accompagnait ont profité pour visiter des écoles tenues par Caritas Bénin.



Père Philippe SANHOUEKOUA (Directeur National de Caritas Bénin) en compagnie de Dr Déo Guide RUREMA (Ministre burundais de l'Agriculture) et Dr Thaddée NDIKUMANA (Ministre burundais de la Santé)

Caritas Bénin est le principal partenaire du Programme Alimentaire Mondial (PAM) ayant à sa charge 1 297 écoles réparties dans les départements du Mono, Couffo, Borgou et Donga.

Dans le cadre de la visite d'immersion de la Première Dame du Burundi au Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré du PAM au Bénin, deux (2) membres de sa délégation, Dr Déo Guide RUREMA, Ministre de l'Agriculture et Dr Thaddée NDIKUMANA, Ministre de la Santé, ont visité l'EPP d'Agontimè (école bénéficiaire de cantine scolaire) située dans la commune d'Athiémé et sous la responsabilité de Caritas Bénin.

La visite de cette école initiée par le PAM a eu lieu le vendredi 11 juin 2021. En plus de la cantine, la délégation a également visité le jardin-école qui produit les légumes bio pour les repas des élèves et le groupement "Venez Voir" spécialisé dans la production d'huile de palme. Ce groupement appuie la cantine de l'EPP Agontimè. La cuisine et le magasin de stockage des vivres ont également été visités par la délégation.

*Vénérande NKOUE
Chargée de Communication
Caritas Bénin*

Dans le cadre de la célébration du sixième anniversaire de l'encyclique Laudato Si' du Pape François sur la Sauvegarde de la maison commune, Caritas Burundi a organisé une table ronde des Évêques catholiques et anglicans du Burundi pour échanger sur la justice écologique. Ces prélats des Églises Catholique et Anglicane du Burundi se sont mis autour d'une même table pour parler toute une journée de la protection de la nature et des changements climatiques, un thème qui est d'actualité au Burundi où les inondations issues du débordement des eaux du lac Tanganyika et des rivières qui se déversent dans le lac, font des victimes.

Cette rencontre a réuni, du côté des Catholiques, l'Archevêque du Diocèse de Gitega Mgr NTAMWANA Simon qui a d'ailleurs exposé sur le rôle du leadership religieux dans la réponse à la crise écologique, Mgr Georges BIZIMANA, Évêque du Diocèse de Ngozi, Président de Caritas Burundi, et Mgr Bonaventure NAHIMANA, Évêque du diocèse de Rutana. Pour l'Église anglicane, étaient présents l'Archevêque de Makamba, Mgr Martin Blaise NYABOHO, Mgr Euraste BIGIRIMANA du Diocèse de Bujumbura, Mgr Pontien RIBAKARE du Diocèse de Rutana et Mgr Seth NDAYIRUKIYE.

Dans son mot d'accueil le Président de Caritas Burundi a déclaré *«Lorsque nous causons des dégâts à notre maison commune par l'utilisation abusive et irresponsable des biens que Dieu a déposés en elle, nous nous inscrivons dans l'ordre de la violence qui oppresse et cela finit par se retourner contre nous, c'est une injustice qui est faite à la mère. Ici chez nous, nous avons régulièrement des inondations, des glissements de terrain, des saisons sèches prolongées qui sont à l'origine de la famine, des maladies endémiques et des déplacements de populations ; nous sommes en train de goûter à ces fruits amers. La protection de l'environnement constitue donc une préoccupation de l'humanité toute entière et nous devons trouver une solution à la crise écologique en cours dans le monde et chez nous. C'est dans ce contexte que ce consortium Laudato Si, en partenariat avec Caritas Burundi et l'Église Anglicane, organise cette rencontre pour essayer d'écouter attentivement notre terre qui gémit en travail d'enfantement.»*

Le Directeur Général de l'Office Burundais de Protection de l'Environnement (OBPE) qui a représenté

le Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a félicité ces organisations pour la tenue de cette activité d'intérêt national. *«C'est une joie pour le Ministère de voir cette contribution de l'Église Catholique et de l'Église Anglicane pour apporter une réponse à tous ces problèmes environnementaux afin d'aboutir à la vraie justice écologique. Je salue également leurs contributions en matière de développement durable ainsi que dans la politique nationale du pays dans ce domaine de la protection de la nature.»*

Pour éclairer ces pères Évêques, d'éminents experts ont montré, à travers leurs interventions, l'ampleur des phénomènes de dégradation de notre planète terre. Les différentes communications ont révélé que tous les secteurs de la vie (l'économie, la santé, la sécurité de la population, etc.) sont touchés par la dégradation de notre planète.

A l'issue de la rencontre, les Évêques se sont engagés à soutenir les populations sans abris victimes de la montée des eaux du Lac Tanganyika.

Ces leaders ont également décidé de lancer une mobilisation nationale de tous les chrétiens pour un changement de comportement afin d'assurer la protection et la conservation de la nature.

Il a été recommandé à Caritas Burundi de multiplier l'encyclique Laudato Si pour la vulgariser auprès des communautés mais aussi d'organiser d'autres activités pour que les leaders religieux s'approprient la sensibilisation à la protection de notre maison commune.



Arsène transportait de l'eau dans une mine d'or dans le territoire de Wamba en République Démocratique du Congo (RDC). Actuellement âgé de 16 ans, il étudie en 2^{ème} année de cycle secondaire des Humanités Scientifiques et espère devenir médecin.

Il y a peu, Arsène faisait partie des 40.000 enfants et jeunes environ qui travaillent dans et autour des mines en RDC, la plupart dans les pires formes de travail des enfants, selon un rapport de l'UNICEF. Dans ces mines, des minéraux précieux tels que l'or et le coltan sont extraits et vendus à l'Occident pour la production des voitures électriques, téléphones portables, petits appareils électroniques et bijoux.

D'autres enfants sont recrutés contre leur volonté dans des groupes armés.

La lutte contre le travail des enfants, au détriment de leur éducation, est si importante que l'ONU en a consacré toute une journée, le 12 juin de chaque année.

Le Réseau Caritas participe à cette lutte à travers un projet conjoint entre Caritas Norvège et Caritas Congo Asbl, financé par Operasjon Dagsverk (OD). Ce projet permet d'aider 10.000 jeunes âgés de 12 à 19 ans à sortir de l'esclavage moderne dans et autour des mines, avec la

possibilité de créer un avenir meilleur grâce à la scolarisation ou à la formation professionnelle. Il couvre la période 2020-2023.

Arsène est l'un des bénéficiaires dudit projet. Il raconte son histoire : *« J'étais dans une mine d'or. On travaillait dur. Mon travail consistait à puiser de l'eau, à transporter du sable, des pierres, ... Avec d'autres enfants, nous travaillions de 6h à 18h. Nous ne mangions qu'à 18h ». Et de poursuivre : « Entre temps, il y avait trop de risques, notamment des éboulements. C'est ainsi que cinq de mes camarades descendus sous la terre ne sont plus revenus ; car tués par un éboulement ».*

Arsène trouve que la vie qu'il menait dans la mine était trop dure pour lui, et sans espoir. *« Maintenant que je suis sur le banc de l'école, je veux devenir médecin »*, conclut-il.

*Guy-Marin KAMANDJI
Chargé de Communication
Caritas Congo Asbl*



Grâce au financement de différents partenaires, notamment les gouvernements slovène, belge, rwandais, et de Caritas Slovénie, Belgique, Autriche, etc., le réseau Caritas Rwanda a mené différentes activités et promu différentes bonnes pratiques pour protéger notre maison commune. Au nombre de ces actions, la protection des sols contre l'érosion, l'utilisation rationnelle des ressources en eau, la promotion de l'agroécologie, l'agriculture biologique, l'utilisation de bio-pesticides et d'énergies renouvelables.



Vestine UWINEZA et son voisin Emmanuel GATERA ont été formés à une agriculture respectueuse de l'environnement

Ces actions ont contribué à réduire l'érosion des sols, les émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone), la pollution des rivières, des lacs et des océans, la pression humaine sur les forêts pour le bois de chauffage, et la biodiversité a contribué à la restauration de la fertilité du sol. Pour s'assurer que les informations contenues dans Laudato Si sont accessibles à tous, Caritas Rwanda et la Commission catéchèse du CEPR ont produit un livret de l'encyclique qui est maintenant disponible en langue Kinyarwanda. Avec ce livret, l'accent est mis sur les jeunes du pays dans leurs écoles.

Le réseau Caritas Rwanda travaille avec les plus vulnérables à travers le pays et les aide à assurer leur sécurité alimentaire par l'utilisation durable de la terre, une ressource rare. Les bénéficiaires soutenus sont devenus confiants et militent désormais pour la protection de notre maison commune. Certaines des 4 000 personnes soutenues par Caritas Kigali (district de Gakenke dans le secteur de Rushashi) déclarent avoir appris l'importance de la protection de l'environnement et de la mobilisation de l'ensemble de la communauté pour améliorer notre maison commune.

Vestine UWINEZA, l'une des agricultrices du marécage de 5 hectares, appelé Banga 1, affirme que la plus grande aide qu'elle a reçue de Caritas est la formation à la protection de l'environnement, la conservation des forêts, l'utilisation de matériaux renouvelables, et la protection des sols, entre autres.

"Avant d'être formés à une agriculture respectueuse de l'environnement, nous utilisions des méthodes néfastes pour l'environnement, mais aujourd'hui nous sommes bien organisés et conscients de l'effet sur l'environnement d'une seule mauvaise action dans le processus de production agricole".

En plus de les aider à atténuer les risques environnementaux, Caritas Rwanda aide également les populations à faire face aux effets du changement climatique sur leur production en leur fournissant des équipements d'irrigation pour réduire leur dépendance à l'eau de pluie utilisée pour l'agriculture.



Selon UWINEZA, l'année dernière n'a pas été facile à cause de l'épidémie de la Covid-19. Mais ils ont réussi à récolter 28 tonnes de maïs, 17 tonnes d'aubergines et d'autres cultures comme les haricots, grâce à l'irrigation qui leur a permis de produire pendant la saison sèche, ce qui n'aurait pas été possible sans l'accès aux équipements d'irrigation.

Clarisse UMUHIRE
Chargée de Communication
Caritas Rwanda

NOUVELLES DU SECRETARIAT EXECUTIF REGIONAL

Au cours de ce trimestre, en plus des différentes réunions en distanciel, le Secrétariat Exécutif de Caritas Africa a été occupé par plusieurs autres activités parmi lesquelles :

- 12-15 avril : Clôture du projet RECHANGE et atelier de formation sur la Sauvegarde en présentiel à Lomé au Centre Marie-Marthe de l'OCDI Caritas Togo.
- 20 mai : Webinaire de clôture de l'année Laudato Si
- 21-22 juin : Participation à l'APP en distanciel

Par ailleurs, des activités de plaidoyer menées depuis le bureau de Nairobi au Kenya ont occupé une bonne partie de second trimestre de l'année 2021. On peut citer :

- ♦ 7 avril: le Dicastère pour la promotion du développement humain intégral et la Commission Covid-19 du Vatican, ainsi que Caritas Afrique, le Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM), la Conférence des jésuites d'Afrique et de Madagascar (JCAM), l'Association des femmes consacrées d'Afrique orientale et centrale (ACWECA), ont organisé un événement en ligne intitulé "Lancement de la campagne COVID-19 pour

l'allègement de la dette en Afrique : appel au dialogue, à la réflexion et au plaidoyer".

- ♦ 24 mai : Organisation d'un événement en ligne pour consolider la réponse à Laudato Si dans la région Afrique. <https://www.aciafrica.org/news/3521/caritas-uganda-bemoans-growing-environmental-disasters-owing-to-deforestation>

- ♦ Juin 2021

- Production d'un rapport sur les expériences des acteurs religieux locaux en matière de RRC, de réponse au COVID 19 et de localisation humanitaire - Perspectives des MO de l'AC. <https://caritas-africa.org/wp-content/uploads/2021/06/Experience-of-local-Faith-Actor-in-DRR-Caritas-Report.pdf>

- Participation à la réunion organisée par l'AMECEA pour contribuer à l'élaboration de lignes directrices pour la mise en œuvre de Laudato Si dans la région de l'AMECEA.

- En collaboration avec JENA, a organisé une conférence internationale mixte sur la souveraineté alimentaire. <https://www.aciafrica.org/news/3751/jesuits-in-africa-partner-with-caritas-to-address-continents-food-crisis>

Programme APPROCHE

La période avril– juin a été un moment d'intenses activités non seulement pour l'équipe opérationnelle mais également pour les Caritas nationales qui ont été sollicités pour diverses rencontres et documents.

Pour l'essentiel, notons les activités suivantes :

- 17-21 avril : la première rencontre en présentiel des Secrétaires Exécutifs Nationaux (SEN), Secrétaires Généraux (SG) et Directeurs Nationaux (DN) des Caritas nationales du Programme. Cette rencontre a eu lieu à Lomé, au Centre d'Accueil Marie Marthe de l'OCDI Caritas Togo. 12 Caritas nationales sur le 17 impliquées dans le Programme ont pris part à cette rencontre.
- 29 avril - 05 mai : mission d'appui du Secours Catholique Caritas France à Caritas Africa dans le cadre du portage et du transfert du Programme.
- 08-19 mai 2021 : mission de l'Accompagnatrice de Caritas Côte d'Ivoire à Abidjan pour co-faciliter l'atelier de formation sur la Sauvegarde et faire le suivi de quelques activités menées par cette Caritas.
- 17 juin : réunion de l'Équipe Stratégique pour discuter sur les TdR de l'audit sur la Sauvegarde et du plan SERA (Suivi, Évaluation, Redevabilité et Apprentissage)
- 21-22 juin : première Assemblée des Parties Prenantes (APP) avec 36 participants dont Mgr Nicodème

BARRIGAH, Archevêque de Lomé, président du Comité Stratégique de Veille (CVS) et Mgr Bruno YEDO, évêque de Bondoukou, président de Caritas Côte d'Ivoire. Au cours de cette rencontre, il a été question du bilan des activités réalisées par chaque Caritas nationale, du rapport final de la Période 1 du Programme et des perspectives pour la Période 2.

- Dans le même temps et pour rester dans les délais, les canevas des rapports de fin de période (financier et narratif) ont été envoyés aux Caritas nationales afin qu'avec le concours des Accompagnateurs, elles commencent à rédiger leurs rapports pour les soumettre avant le 30 juin 2021.
- Signalons pour terminer que deux membres de l'équipe opérationnelle (le Responsable Administratif Financier Chargé des Ressources Humaines et Accompagnateur) ont quitté l'équipe à la fin de leur contrat, le 23 juin pour le premier et le 30 juin pour le second. Les appels à candidatures ont été lancés pour recruter leurs remplaçants.

*François Yaovi AMEDE MEGNAN
Chargé de Communication et Knowledge Management
Caritas Africa*

Partage de Bonne Pratique. Bénévoles communautaires et prise en main des réponses aux urgences par la communauté

Ce mois, nous publions une Bonne Pratique issue du projet RECHANGE qui a été piloté par Caritas Africa et qui a concerné 6 Caritas d'Afrique : Burundi, Congo, RDC, Rwanda, Sénégal et Togo. Ce projet a été financé par EU Aid volunteers pour une période de 24 mois (2019-2021).

La Bonne pratique porte sur les bénévoles communautaires et la prise en main des réponses aux urgences par les communautés au Togo.

Ce partage de Bonne pratique rentre dans le cadre de la Gestion des connaissances (Knowledge Management en anglais) que Caritas Africa veut promouvoir et faciliter au sein du réseau Caritas en Afrique.

L'OCDI Caritas Togo a été souvent prise de court par la survenue des catastrophes naturelles (inondations, conflits intercommunautaires et épidémies/épizooties) qui surgissent par intermittence au Togo. L'OCDI Caritas Togo avait tendance à intervenir comme prestataire d'assistance en vivres et non-vivres. Aussi était-elle perçue comme «un fournisseur d'assistance» et la communauté comme «un receveur d'assistance».

L'autodiagnostic du mode d'intervention de l'OCDI Caritas Togo a relevé des insuffisances. La structure ne disposait pas de bénévoles qualifiés et organisés pouvant apporter des accompagnements appropriés aux personnes affectées par les catastrophes et les crises. Pis encore, aucune action n'était menée pour susciter et renforcer les compétences des bénévoles au sein des communautés pour une prise en mains par les communautés des réponses aux urgences et aux crises périodiques qui les affectent.

Après avoir découvert les limites d'une pratique de réponse aux urgences purement «technique», ponctuelle et non prise en mains par les communautés affectées par les catastrophes et les conflits intercommunautaires, Caritas Togo a choisi d'investir dans la constitution et le renforcement de capacités de bénévoles communautaires. Cette innovation lui a permis de constituer au sein des communautés des femmes et des hommes qui ont su réagir rapidement et efficacement aux situations d'urgences auxquelles les populations de Kara au Nord Togo et d'Aného au Sud Togo ont fait face en 2019 et en 2020.

La bonne pratique

Un trait essentiel de la bonne pratique est la

responsabilisation et l'encouragement à une forte participation des communautés à la préparation et aux réponses aux urgences provoquées par les crises et les catastrophes. Les réponses aux urgences sont prises en mains par les communautés.

Le choix des bénévoles communautaires est laissé conjointement aux paroisses et aux organisations Communautaires de base. L'OCDI Caritas Togo renforce les compétences des femmes et des hommes identifiés pour agir. Le renforcement des compétences des bénévoles communautaires se fait à l'aide des outils de gestion de situations d'urgences appris lors des formations initiées par le projet RECHANGE. Ces outils ont été simplifiés pour faciliter leur maîtrise par les bénévoles communautaires.

Les étapes essentielles de la prise en mains des interventions en cas d'urgence par les communautés sont :

- Identification des Organisations Communautaires de base et des Caritas paroissiales.
- Formation des bénévoles identifiés par les

Organisations communautaires et les Caritas paroissiales.

- Évaluation initiale rapide de la situation de crise au niveau des communautés affectées.
- Choix des publics cibles les plus affectés par la situation de crise par les Organisations communautaires et les Caritas paroissiales.
- Détermination conjointe des ressources à allouer aux sinistrés notamment les plus vulnérables.
- Assignation d'un rôle précis à chaque partie prenante de la réponse communautaire à la crise qui sévit.



Incidence majeure de la bonne pratique

La mise en œuvre de la pratique novatrice de réponse communautaire aux situations d'urgence a permis aux 996 personnes sinistrées des inondations et aux 5486 déplacés internes des conflits intercommunautaires de 2019 et 2020, respectivement dans les diocèses d'Aného et de Kara, de bénéficier d'une prise en charge rapide en termes d'information, d'éducation, de communication et d'assistance en vivres et non vivres.

L'OCDI Caritas Togo qui est la faitière du réseau national des Caritas au Togo a été saisie en temps réel de la survenue des situations de crises inhérentes aux conflits intercommunautaires et aux inondations dans les deux diocèses affectés.

Les communautés ont participé aux efforts de collecte de ressources à mettre à la disposition des personnes sinistrées.

Les communautés ont contribué aux efforts de prise en charge des personnes sinistrées non seulement en ressources matérielles et main – d'œuvre (bénévoles) mais aussi d'idées.

Les services offerts par l'OCDI Caritas Togo ne sont plus seulement limités à l'assistance en vivres et non-vivres. Ils ont été adaptés à la fois aux besoins des communautés affectées par les crises et sont compatibles avec les ressources locales.

Le réseau OCDI Caritas Togo et les communautés disposent de bénévoles bien formés pour répondre rapidement et efficacement aux crises et aux catastrophes.

Il y a une évolution de la perception de l'OCDI Caritas Togo qui n'est plus perçue uniquement comme un « fournisseur d'assistance décalée » par rapport aux situations d'urgence.

Facteurs clé de succès de la bonne pratique

- ◆ L'un des facteurs clés de réussite de la bonne pratique selon les déclarations des bénévoles communautaires est la motivation qu'a suscité le renforcement de leurs compétences pour agir promptement, rapidement et avec efficacité. Les bénévoles communautaires étaient disposés à apprendre pour mieux servir leurs frères et sœurs sinistrés.
- ◆ La bonne pratique a été aussi favorisée par la culture de bénévolat développée par les OCDI/Caritas paroissiales.
- ◆ L'appui technique et financier du projet RECHANGE a été un apport déterminant dans la réussite de la prise en mains communautaire des réponses d'urgence mises en œuvre dans les diocèses de Kara et d'Aného au Togo en 2019 et en 2020.

- ◆ La coopération des leaders des organisations communautaires ainsi que le feu vert des autorités politiques et administratives de Kara et d'Aného ont également été des facteurs clés de la réussite de la bonne pratique initiée par OCDI/Caritas-Togo.
- ◆ L'engagement des bénévoles communautaires est également l'un des facteurs clés de la réussite de la bonne pratique.

Parties prenantes

Le Service Coordination Santé, Assistance et Secours d'Urgence du Secrétariat National de l'OCDI/Caritas Togo a été le concepteur de la bonne pratique. Les Secrétaires Généraux des OCDI/Caritas diocésaines et des leaders des Organisations Communautaires de Base ont alimenté les réflexions sur la faisabilité et l'appropriation de la bonne pratique par les communautés. La cheville ouvrière de la bonne pratique fut les bénévoles communautaires que l'on peut considérer comme des prestataires de services de la communauté en situation de crises ou de catastrophes.

Les institutions, partenaires et les donateurs concernés par la bonne pratique sont : les communautés à travers les organisations communautaires de base, CRS Togo, Care International Bénin-Togo, Plan Togo, Croix Rouge

Togo, Ministère de l'Action Sociale.

Les bénéficiaires de la bonne pratique sont d'abord les communautés affectées par les conflits intercommunautaires et les inondations. En deuxième ligne OCDI Caritas Togo a bénéficié de la bonne pratique.

Les enseignements tirés de l'expérimentation de la bonne pratique dans les diocèses de Kara et d'Aného au Togo ont amélioré l'efficacité des interventions en situation d'urgence de l'OCDI Caritas Togo.

La méthodologie appliquée fut :

- ⇒ Renforcement des capacités techniques des acteurs au niveau national, diocésain et communautaire sur les principes humanitaires (CHS, SPHERE, CI Toolkit, inclusion et protection dans l'aide humanitaire entre autres).
- ⇒ Responsabilisation et participation des leaders communautaires et des Caritas paroissiales.
- ⇒ Formation des bénévoles sur les paroisses des zones des communautés à risque.
- ⇒ Conscientisation des communautés sur les avantages de la transformation pacifique des conflits.



Leçons apprises

- Se tenir prêt à intervenir de manière rapide, appropriée et efficace en cas d'urgence nécessite des femmes et des hommes disponibles et bien formés surtout au niveau communautaire où vivent les personnes sinistrées et les personnes qui accueillent et offrent effectivement les premiers secours aux personnes affectées par les crises et les catastrophes.
- La responsabilisation et la mise en première ligne des communautés permettent de prendre en considération les différences de l'acuité des effets des crises et des catastrophes sur les femmes, les jeunes et les personnes handicapées pour pouvoir offrir à ces catégories sociales un accompagnement différencié et approprié.
- On obtient la participation de la communauté que si on associe les leaders communautaires, les organisations communautaires à toutes les phases du cycle de gestion des crises et des catastrophes.
- Les réponses aux urgences purement « techniques, ponctuelles » non prises en main par les communautés et sans perspective de relèvement ne contribuent pas au renforcement de la résilience des populations.
- La pratique novatrice est d'abord expérimentée à une échelle réduite avant son passage à échelle. Au Togo, sur sept Diocèses, la prise en mains des secours d'urgence par les communautés fut expérimentée dans deux Diocèses, ceux de Kara et d'Aného.



Conseils pour l'adaptation et la réutilisation de la bonne pratique

Pour s'assurer de l'intérêt et la coopération des leaders communautaires, des sensibilisations en paroisses et en dehors des paroisses sont nécessaires. La communauté ne participe véritablement que lorsqu'elle est informée, qu'elle voit clairement ce qu'elle doit faire pour soulager les souffrances physiques et psychologiques des personnes sinistrées par les catastrophes et les crises.

La question-clé est alors : qui dans la communauté et qui d'autres devront être impliqués dans des réponses aux urgences prises en mains par la communauté ? L'implication de tous et de toutes n'est pas toujours réalisable ou réaliste. Il sera donc nécessaire de laisser la latitude aux leaders communautaires, aux groupes ou organisations communautaires de la base de désigner ceux et celles qui seront effectivement impliqués dans les interventions de réponses aux urgences. Le réseau de bénévoles communautaires a été constitué de manière concertée entre les paroisses, les chefs des communautés, les chefs des autres religions, les comités de

développement locaux.

La bonne pratique initiée par OCDI Caritas Togo est adaptable et réutilisable. Les acteurs de OCDI Caritas Togo des diocèses autres que Kara et Aného ont convenu de s'inspirer de la bonne pratique pour organiser chez eux si besoin est, des réponses aux urgences prises en mains par les communautés en les adaptant aux conditions spécifiques de leurs diocèses. D'autres organisations Membres de Caritas Africa peuvent également exploiter ce retour d'expérience de l'OCDI Caritas Togo.

Conclusion

La bonne pratique est une valeur ajoutée pour l'ancrage territorial du réseau Caritas Togo qui peut désormais compter sur des bénévoles communautaires qualifiés non seulement pour des actions d'urgence mais également pour des actions de sensibilisation des communautés à la cohésion

sociale.

Contacts

Pour plus d'informations : Komla KUTOWOGBE (228) 90 04 25 23. e-mail : kkutowogbe@gmail.com ;

Komla ADJAHO, Tel (228) 90 38 95 25. e-mail : mkomlaadjaho@gmail.com

Liens Internet où l'article sur la bonne Pratique peut être consulté :

Site web OCDI Caritas Togo : www.ocdi-caritas-togo.tg

[https:// www.caritas-africa.org](https://www.caritas-africa.org)

NB. Si vous aussi vous avez des Bonnes pratiques à partager, vous pouvez nous les envoyer à l'adresse suivante : francois.amede@caritas-africa.org

Nous les publierons dans les différents numéros de notre e-magazine.

IN MEMORIAM

L'Église catholique en Afrique a perdu au cours de ce trimestre (avril-juin 2021) plusieurs serviteurs de Dieu, Évêques, prêtres, religieux (ses) notamment :

- ◇ **Monseigneur Cyprien Kizito LWANGA**, Archevêque de Kampala (Ouganda) : 3 avril 2021, dans sa 68ème année.
- ◇ **SEM Christian Cardinal TUMI**, Archevêque émérite de Douala (Cameroun) : 3 avril 2021, dans sa 90ème année.
- ◇ **Mgr Paolini Luduku LORO**, Archevêque émérite de Juba (Soudan du Sud) : 5 avril, dans sa 80ème année.

Prions pour le repos de leurs âmes respectives.

AGENDA

- 01 août : Journée mondiale pour l'allaitement maternel
- 09 août : Journée mondiale des peuples autochtones
- 12 août : Journée internationale de la jeunesse
- 19 août : Journée mondiale de l'aide humanitaire
- 05 septembre : Journée internationale de la charité
- 16 septembre : Journée internationale de la protection de la couche d'ozone
- 29 septembre : Journée mondiale du migrant et du réfugié

Suivez l'actualité du Secrétariat Exécutif Régional de Caritas Africa et des Caritas de la Région Afrique sur www.caritas-africa.org

et également sur

[facebook.](#)

[twitter.](#)

[youtube.](#)

[Instagram](#)

Caritas Africa
Secrétariat Exécutif Régional

735 Bd des Armées, Tokoin Séminaire, Lomé

8 BP 8395 Lomé 8

Tél. (228) 22 21 29 37 - 22 22 00 26 - 22 21 99 09

Email: secaf@caritas-africa.org

Web : <https://www.caritas-africa.org> -

[facebook.](#) ; [twitter.](#) ; [youtube.](#) ; [Instagram](#)